



n°18, octobre 2009

Karen Barkey

Empire of Difference. The Ottomans in Comparative Perspective

Cambridge, Cambridge University Press, 2008, XIII-342 p., bibliogr., index¹

Dans cet ouvrage riche et synthétique – mais parfois un peu répétitif, pour trop céder aux canons de la présentation universitaire désormais en usage outre-Atlantique –, Karen Barkey poursuit sa réflexion sur l'Empire ottoman comme « *a negotiated enterprise* », dans la lignée de son fameux *Bandits and Bureaucrats. The Ottoman Route to State Centralization* (Ithaca, Cornell University Press, 1994). Elle en tire un modèle de la « *imperial flexibility* », dans une perspective comparative qu'elle avait déjà explorée en dirigeant de pair avec Mark von Hagen *After Empire : Multiethnic Societies and Nation-Building, the Soviet Union and Russian, Ottoman, and Habsburg Empires* (Boulder, Westview Press, 1997).

Elle définit un empire comme :

« *a hub-and-spoke structure of state-periphery relations, where the direct and indirect vertical relations of imperial integration coexist with horizontal relations of segmentation [...] to preserve this structure, its dominance and durability, an empire needs to maintain legitimacy, diversity, and various resources through a stable relationship with intermediary elites. No matter how strong an empire is, it has to work with peripheries, local elites and frontier groups to maintain compliance, resources, tribute and military cooperation and ensure political coherence and stability* » (p. 1).

¹ Nous remercions le *European Journal of Turkish Studies* qui a publié une première version de ce texte et a bien voulu en autoriser la mise en ligne par *Sociétés politiques comparées*. URL : <http://ejts.revues.org/index3976.html>

Au fil de ses conquêtes, un empire acquiert une architecture composite et baroque :

« [...] *the basic configuration of relationships between imperial authorities and peripheries is constructed piece meal in a different fashion for each periphery, creating a patchwork pattern of relations with structural holes between peripheries* » (p. 1).

Cette hétérogénéité est constitutive de la forme impériale :

« *Once the multifarious settlements between state and different communities diminish and stabilize, and standardized relations apply to all segments of imperial society, we are not talking about empire anymore, and have moved toward an alternative political formation, perhaps on the way to the nation-state. That is why, first and foremost, we need to conceptualize empire in terms of one center with many differing political authority relationships between the center and the pieces of the imperial domain* » (p. 10).

Aussi est-il anachronique et naïf d'exalter la « tolérance » de la forme impériale à l'égard de la diversité qu'il englobe :

« *Rather, empires viewed social boundaries as mobile markers of difference, understanding that diversity was a fact of empire and that not only marking it, but also employing it, was necessary [...] tolerance, assimilation, and intolerance was on the menu of strategies designed to squeeze resources out of minorities and to enforce allegiance to the imperial state* » (p. 21).

Dans la longue durée (XIV^e-XIX^e siècle), l'Empire ottoman, aux yeux de Karen Barkey, incarne à merveille cet idéal-type. Mais ses transformations internes, à partir du XVIII^e siècle, le font progressivement glisser vers un autre genre d'organisation politique, plus centralisé, plus unitaire dans ses aspirations, où le développement de relations horizontales entre les provinces, les communautés ethnoreligieuses et les forces sociales rend plus conflictuels les rapports entre l'Etat et la société, où la réification des frontières identitaires se substitue à leur caractère de « *mobile markers of difference* », et où le principe exclusif de l'appartenance ethnonationale et/ou confessionnelle tend à remplacer celui, universel, de l'appartenance impériale. Confronté à la pression militaire croissante de la Russie et aux ingérences des puissances européennes, empêtré dans une impossible réforme fiscale, l'Empire ottoman ne survivra pas à ce changement de pied.

Karen Barkey inscrit donc son propos dans le champ de la sociologie historique comparée de l'Etat. C'est à cette aune qu'il convient de la lire, plus que du point de vue des historiens, qui mettront probablement en doute la systématique de son modèle structural au regard des sources disponibles – singulièrement au sujet de la naissance de la principauté ottomane et de son émergence comme empire, au XIV^e-XIV^e siècle (chapitre 2, par exemple pp. 55 et suiv.) – et de l'ampleur de la période considérée, pluriséculaire. Non qu'elle pêche par désinvolture. Elle est elle-même ottomaniste, appuie sa démonstration sur un solide appareil de notes, mobilise une vaste littérature scientifique secondaire. En outre, elle se garde bien de déhistoriciser l'Empire ottoman. Elle insiste, par exemple, sur son passage d'une légitimité de frontière culturellement hétérogène, voire syncrétique, à une légitimité islamique sunnite orthodoxe après sa conquête du monde arabe, et dans le contexte de sa confrontation avec les Safavides, d'obédience chiite. Elle s'interdit de raisonner dans les termes habituels de la « déclinologie » de l'empire pour insister sur la capacité d'adaptation dont a fait preuve cette formation historique en renégociant sa relation aux élites provinciales et en réformant son système fiscal au cours d'un « long XVIII^e siècle » (pp. 22 et suiv.). Elle prête également attention à la contingence des faits, et notamment de la guerre dans laquelle l'Empire ottoman a été contraint de s'enfermer, du fait de sa logique conquérante, mais aussi et surtout, à partir du XVIII^e siècle, de la montée en puissance des Romanov à la faveur des réformes de Pierre le Grand et de Catherine.

Pourtant, les historiens lui reprocheront peut-être d'avoir une interprétation trop univoque des revendications politiques régionales du XIX^e siècle, de prendre pour argent comptant leur orientation nationaliste, qu'a relativisée une vague de travaux « révisionnistes », notamment à propos des provinces arabes et albanaises, de ne pas tenir suffisamment compte des hésitations, des indéterminations ou des ambivalences des acteurs de l'époque, ou d'esquiver la question, au demeurant sans réponse possible, de ce qui resterait de sa démonstration si les Hohenzollern, les Habsbourg et les Ottomans avaient gagné la guerre en 1914-1918. Il est de ce point de vue assez révélateur que l'auteur – sauf erreur de notre part – ne cite pas, par exemple, fût-ce pour les contester, le *Abdülhamid II* de François Georgeon (Paris, Fayard, 2003), le *Aux sources du nationalisme albanais* de Nathalie Clayer (Paris, Karthala, 2007), le *Arabs and Young Turks. Ottomanism, Arabism, and Islamism in the Ottoman Empire, 1908-1918* de Hasan Kayalı (Berkeley, University of California Press, 1997), qu'elle a naturellement lus et dont les analyses troublent quelque peu la linéarité de son interprétation structurale du passage de l'empire à la nation. Car, après tout, l'Empire ottoman, à l'instar de ses alliés, est mort de sa défaite militaire plutôt que de sa crise fiscale et politique.

Cela n'infirmes pas nécessairement la thèse de Karen Barkey, dans la mesure où il ne s'est pas reconstitué sur les décombres de sa débâcle, au contraire de l'Empire russe, il est vrai dans des conditions très différentes du fait de la Révolution de 1917 et de la renonciation de la Grande-Bretagne et de la France à s'engager directement contre l'Armée rouge. Mais cela peut aussi bien la nuancer si l'on admet que l'OPA de Mustapha Kemal sur la résistance nationaliste du comité Union et Progrès en Anatolie a permis de sauver une partie des meubles ottomans sur une base idéologique turquiste, en renonçant certes aux principes impériaux de la flexibilité et de la diversité, et néanmoins en évitant le spectre du dépeçage final, à la faveur du feu vert implicite de Londres et Paris qu'effrayait l'éventualité d'un retour au pouvoir d'un Enver Pasha désormais proche des Bolchevicks, et en sanctuarisant le cœur des « domaines bien protégés », peuplé dorénavant pour moitié de réfugiés ou de déplacés du Caucase et des Balkans et purgé de ses habitants chrétiens par voie de massacres et d'expulsions.

Néanmoins, répétons-le, l'objet de Karen Barkey est d'abord de construire un modèle sociologique. Utilisant les études ottomanistes, elle se situe moins par rapport à celles-ci que par rapport à une réflexion sur la forme impériale elle-même, sur la « raison d'empire » (p. 19), sur ce que « penser comme un empire » veut dire, selon les mots (et le projet) de Frederick Cooper². Pour un lecteur non ottomaniste, son premier mérite est de « dé-orientaliser » l'Empire ottoman en recourant à des comparaisons systématiques, non seulement avec Rome, Byzance, les Habsbourg ou les Romanov, mais aussi avec les monarchies anglaise et française. Ses références bibliographiques sont abondantes, et l'on se contentera d'y ajouter l'œuvre d'un Paul Veyne, quand celui-ci relève combien « l'analogie est profonde entre césarisme et califat » du point de vue des règles successorales³, en citant *Le Sérail ébranlé* de Nicolas Vatin et Gilles Veinstein (Paris, Fayard, 2003) que tait curieusement Karen Barkey, ou quand il décortique l'ambivalence et le relativisme de la croyance religieuse, proches d'une certaine conception de la laïcité de l'Etat, dans le monde antique⁴. L'ouvrage « dé-orientalise » l'Empire ottoman et aussi, si l'on peut dire, le « dé-despotise » en soulignant la part de la flexibilité, de la négociation, de l'accommodement (*istimalet*) dans son gouvernement, à l'instar de l'essentiel des études ottomanistes de ces deux dernières décennies. La leçon est d'importance, et bienvenue tant la littérature historique relative à l'Empire ottoman reste largement méconnue de la sociologie politique, pour ne pas parler du débat public autour des antécédents historiques

² F. Cooper, *Colonialism in Question. Theory, Knowledge, History*, Berkeley, University of California Press, 2005. Voir aussi J. Burbank et F. Cooper, « Empire, droits et citoyenneté, de 212 à 1946 », *Annales. Histoire, Sciences sociales*, 63 (3), mai-juin 2008, pp. 495-531.

³ P. Veyne, *L'Empire gréco-romain*, Paris, Seuil, 2005, p. 15.

⁴ P. Veyne, *Quand notre monde est devenu chrétien (312-394)*, Paris, Albin Michel, 2007 et *Les Grecs ont-ils cru à leurs mythes ?*, Paris, Seuil, 1983.

de la République turque dans le contexte de sa candidature à l'adhésion à l'Union européenne. Il faut ici regretter que cette insistance sur la négociation inhérente à l'*imperium* ne laisse pas une plus grande place à l'analyse concrète de ce que l'on a pu appeler, dans d'autres contextes, les « transactions hégémoniques impériales », de la culture matérielle, des pratiques du corps, en bref de tous ces processus de subjectivation politique constitutifs de l'appartenance à l'empire, et à celle de la sociologie des élites qui « portaient », comme disait Max Weber, ces styles ou ces conduites de vie⁵. Au fond, en refermant l'ouvrage, on comprend mieux que l'Empire ottoman reposait sur l'incorporation, la cooptation, la négociation, mais l'on ne saisit que confusément ce qui était l'équivalent, en son sein, de la *paideia* et de l'*humanitas* dans l'Empire romain, par exemple. Certes, l'islam sunnite en a fait office, à partir du XVI^e siècle, et de manière plus diffuse l'*islamic way of life*, comme l'a montré Michael E. Meeker à propos de la région de Of au XIX^e siècle⁶. Mais l'Empire abritait une importante population chrétienne qui s'est longtemps reconnue en lui. Selon quelles médiations culturelles ? En dépit des pages qu'il consacre aux institutions de l'*askeri*, des *millet*, du *devshirme* et de diverses formes d'organisation locale (pp. 70, 76, 81-83 et chapitre 4), l'ouvrage ne le dit pas précisément, de même qu'il ne reprend pas la piste que Leslie Peirce avait ouverte en travaillant sur l'application du droit administratif (*kanun*) par le tribunal d'Antab en 1540-1541 et en montrant comment l'exercice de la justice était un mode d'accommodement entre le centre et la périphérie grâce, entre autres, à la pratique islamique du témoignage⁷.

En revanche, Karen Barkey rappelle que l'intermédiation ottomane fit une large place aux institutions sociales et religieuses des populations non musulmanes qu'elle englobait, même après que la principauté de frontière fut devenue empire, avec la prise de Constantinople, et qu'elle eut de plus en plus recours à un répertoire de légitimation islamique orthodoxe. Elle fait de ce niveau méso l'objet principal de son analyse en souhaitant se départir de la vision trop statocentrée de la plupart des travaux disponibles, comme l'y invitait Resat Kasaba dès le début des années 1990, en dépassant la dichotomie habituelle entre l'Etat et les forces sociales qu'elle avait reprise à son compte, de son propre aveu (p. 16), dans *Bandits and Bureaucrats*, et en privilégiant l'articulation de l'institutionnalisme historique avec l'analyse de réseau :

⁵ Je me permets de renvoyer à J.-F. Bayart, *Le Gouvernement du monde. Une critique politique de la globalisation*, Paris, Fayard, 2004, chapitre 4, ainsi qu'à J.-F. Bayart et R. Bertrand, « De quel legs colonial parle-t-on ? », *Esprit*, décembre 2006, pp. 154 et suiv., et R. Bertrand, « Les sciences sociales et le "moment colonial" ». De la problématique de la domination coloniale à celle de l'hégémonie impériale », *Questions de recherche*, 18, 2006, pp. 30 et suiv.

⁶ M. E. Meeker, *A Nation of Empire. The Ottoman Legacy of Turkish Modernity*, Berkeley, University of California Press, 2002.

⁷ L. Peirce, *Morality Tales. Law and Gender in the Ottoman Court of Antab*, Berkeley, University of California Press, 2003.

« because the mechanisms of institutional continuity, flexibility, and change are embedded in the meso-level network structures that link macro-level events and phenomena to macro social and political outcomes » : « State transformation then is the resolution of organizational and boundary problems realized in the intermediate zone by state actors and social actors embedded in networks of negotiation. Each of the major transformations and challenges of empire was resolved in the intermediate space where relationships between actors took shape, within the ambit of organizations, boundaries, and other social formations that were molded and remolded to maintain empire » (p. 17).

Le paradoxe est que l'Empire ottoman a composé avec les institutions sociales et religieuses des chrétiens et des Juifs (chapitre 4), mais qu'il a écrasé les réseaux de l'hétérodoxie islamique qui avaient tant contribué à son émergence et à sa suprématie dans la « frontière » bithynienne au XVI^e siècle (chapitre 5).

L'étude de ces niveaux méso soulève plusieurs questions dont ne traite pas directement Karen Barkey, mais qu'elle pourrait approfondir ultérieurement. La première porte sur cette part de la négociation inhérente à la transaction hégémonique impériale. Dans sa somme sur la monarchie catholique, Serge Gruzinski tend à la minimiser. Il voit ainsi dans l'aristotélisme une sorte de « software » qui constituerait « un espace fermé, une sphère étanche axée autour du noyau dur que composeraient l'outillage intellectuel, l'orthodoxie romaine, les systèmes et les codes d'expression » et qui serait « imperméable » au métissage prévalant dans d'autres domaines, tels que les arts ou l'évangélisation⁸. De façon similaire, dans l'Antiquité, « la pratique du sport, avec la nudité qui l'accompagne, apparaît aux Grecs comme ce qui les distingue le plus sûrement des barbares » et devient de ce fait, dans les nouvelles cités fondées à l'époque hellénistique, « le mode normal d'accès à la citoyenneté », ce qui n'est pas sans poser des difficultés aux jeunes athlètes juifs circoncis⁹. En théorie, la transaction hégémonique impériale n'implique donc pas une « négociation » entre l'*imperium* et ses sujets, mais plutôt l'appartenance à une norme commune, d'ordre politique, juridique ou culturel, qui transcende les particularismes et l'hétérogénéité des provinces, ce que Karen Barkey nomme, de manière un peu anachronique, « a supranational ideology » (p. 13). Mais, dans les faits, on peut discuter de l'« imperméabilité » de ces langages tiers à travers lesquels les empires surmontent leur disparité et se reproduisent. Car le « dialogue¹⁰ » que ces derniers entretiennent avec leurs sujets trouve souvent sa place au cœur même de leur « software », comme l'a justement démontré

⁸ S. Gruzinski, *Les Quatre Parties du monde. Histoire d'une mondialisation*, Paris, Editions La Martinière, 2004, pp. 374 et suiv. Voir aussi son *Quelle heure est-il là-bas ? Amérique et islam à l'orée des Temps modernes*, Paris, Seuil, 2008, pp. 81 et suiv.

⁹ M. Sartre, *Histoires grecques, op. cit.*, p. 279 et pp. 296 et suiv.

¹⁰ Je reprends ici le titre d'un livre important : E. F. Irschick, *Dialogue and History. Constructing South India, 1735-1895*, Berkeley, University of California Press, 1994, mais aussi la notion dialogique chez Mikhael Bakhtine.

Leslie Peirce en étudiant le tribunal de la ville d'Antab au milieu du XVI^e siècle. Il serait intéressant que Karen Barkey précise sa position sur ce point.

Une autre question sur laquelle elle pourrait revenir a trait au rapport d'engendrement entre le gouvernement impérial de la diversité – « *by creating the conditions whereby differentially incorporated communities remained separate in their development* », dès lors que « *with each conquest and integration into empire, new entities negotiated different arrangements, levels of recognition, submission, or accommodation* » (p. 11) – et la revendication autonomiste ou nationale des XIX^e et XX^e siècles, qui a débouché *in fine* sur la formation d'une galaxie d'Etats-nations refusant la diversité impériale à grand renfort d'opérations de purification ethnoconfessionnelle. C'est bien sûr tout le débat sur les origines du nationalisme que l'on retrouve ici, et que pourrait renouveler la prise en considération de la trajectoire ottomane. Mais l'ouvrage l'esquive en omettant de s'interroger en profondeur sur les mécanismes de délitement de la « négociation » ou de la « flexibilité » impériale. Il se contente de prendre acte du développement des relations sociales horizontales au sein de l'Empire, qui remettent en cause les principes de son intégration verticale et de sa segmentation de la société, à partir du XVIII^e siècle, et de l'impossibilité d'une réponse fédéraliste et libérale à la croissance du commerce avec l'Europe occidentale, à la crise fiscale et à l'affirmation de forces sociales dans un espace public en gestation, en raison de l'expansionnisme des Romanov et de leur supériorité militaire (chapitre 8). Il s'intéresse à ce qui a noué l'Empire de 1300 à 1918, c'est-à-dire pendant six siècles (par comparaison, les deux empires des Romanov et des Habsbourg n'ont duré, respectivement, « que » trois et quatre siècles, et ceux des Safavides et des Moghol « que » deux siècles et demi). Il est moins convaincant sur ce qui l'a dénoué. Car l'explication de sa mort par le développement de relations sociales horizontales en son sein et la cristallisation des sentiments d'appartenance identitaire est un peu tautologique, dès lors que l'on définit l'empire par le primat des principes de verticalité et de segmentation.

D'autant que cette définition est assez contestable et tient pour acquise (p. 93) la métaphore d'Alexander J. Motyl selon laquelle les empires sont comme des roues dont les rayons ramèneraient au centre, les périphéries ne communiquant qu'avec celui-ci ou que par son intermédiaire¹¹. Karen Barkey donne elle-même de nombreuses indications qui contredisent cette affirmation et en pointe d'emblée, dans son introduction, la relativité :

¹¹ A. J. Motyl, *Imperial Ends : the Decay, Collapse, and Revival of Empires*, New York, Columbia University Press, 2001, p. 4.

« *Such separation is not sealed tight in the sense that despite this general model, there are always obvious deviations to the pattern as well as tensions on the different parts of the system to rework these relations to the advantage of regional actors* » (p. 10).

Pourquoi, dès lors, mettre au cœur de son raisonnement la position structurale d'intermédiation (*brokerage*) dont aurait joui l'Empire, au risque d'en trahir l'historicité concrète ? Bien avant le XVIII^e siècle, les institutions et les réseaux religieux ou les bazars ont fourni des lignes transimpériales de communication entre les sujets ottomans, et l'on a quelque peine à prendre pour argent comptant l'idée de ces tête-à-tête panoptiques entre ceux-ci et le sultan ou la Porte. Après tout, la pérégrination, marchande, militaire ou religieuse, a été l'une des grandes pratiques sociales du monde ottoman, comme elle l'était dans le reste du monde musulman ou de l'Europe. La vie du mystique Seyh Bedreddîn (1359-1416) en est une illustration (pp. 169 et suiv.). Objectera-t-on que, précisément, celui-ci s'est révolté, et a été exécuté ? Certes, encore que sa dissidence ait été relativement tardive dans son parcours et soit venue couronner sa longue participation à l'establishment religieux et politique de l'Empire. Mais que dire des confréries étrangères à l'hétérodoxie plus ou moins syncrétique dont se méfiaient les sultans, comme par exemple la Nakşibendiyya, ou même des Bektaşî, intimement liés aux Janissaires, et dont les *tekke* s'égrenaient des Balkans à l'Anatolie ? Que dire aussi des encouragements prodigués aux métropolitites grecs orthodoxes cooptés au sein de l'Empire pour établir des relations avec leurs pairs des territoires balkaniques que celui-ci entendait conquérir (p. 133), liens « horizontaux » qui n'ont vraisemblablement pas disparu après l'annexion de ceux-ci ? Même si l'institution de l'Eglise orthodoxe grecque était sans égale pour les Arméniens et *a fortiori* pour les Juifs, le gouvernement indirect des *millet* supposait une circulation horizontale et transimpériale autonome qui est précisément l'une des caractéristiques des empires (voir par exemple p. 137 à propos des Juifs). Leur administration n'y échappe pas elle-même, et Karen Barkey en donne de multiples cas à propos des fonctionnaires ottomans, même si elle n'analyse pas systématiquement les itinéraires professionnels de ces derniers, comme le font par exemple un Olivier Bouquet à propos des pachas de la fin de l'Empire ou un Marc Aymes à propos des agents de la Porte dans l'île de Chypre¹².

Ce qui nous conduit à soumettre à Karen Barkey une troisième question. Reprenant et élargissant sa réflexion sur le rapport du banditisme à la centralisation de l'Etat au sujet du XVII^e siècle, celle-ci analyse « l'organisation sociale du dissensus », terme qu'elle préfère à juste titre à ceux, trop univoques, de « résistance » ou d'« opposition » (pp. 158-159). En outre, elle

¹² O. Bouquet, *Les Pachas du Sultan. Essai sur les agents supérieurs de l'Etat ottoman (1839-1909)*, Paris, Peeters, 2007 ; M. Aymes, « Provincialiser l'empire. Chypre et la Méditerranée ottomane au XIX^e siècle », *Annales HSS*, 62 (6), novembre-décembre 2007, pp. 1313-1344

insiste sur les « espaces interimpériaux » qui permettent aux mouvements de dissidence de jouer des rivalités interétatiques (p. 157). De même que dans son ouvrage précédent, elle est très convaincante quand elle souligne l'ambivalence de ces pratiques qui tout à la fois contestent la domination centrale et en procèdent. Mais ne reste-t-elle pas prisonnière, sinon d'une conception fonctionnaliste de l'Etat, du moins d'une surestimation de son emprise, de sa « verticalité » et de sa capacité à segmenter ses sujets ? « *Imperial domination is never complete ; it is negotiated. Therefore, the space for acceptance and dissent is both available and contested. Throughout the centuries, empires as a form of domination inspired, furthered, and shaped dissent* », écrit-elle (p. 155). Certes, on ne prête qu'aux riches (et aux empereurs). N'est-ce pas néanmoins ramener l'historicité propre des provinces à celle du centre ?

Il est révélateur que l'auteur n'accorde au fond que peu d'attention aux différentes possessions des sultans, parlant de leur hétérogénéité et de leur capacité de négociation de manière générique, mais ne s'attardant pas aux trajectoires spécifiques, par exemple, de l'Egypte, de l'Algérie, de la Tunisie, de la Libye, ou encore de la Roumanie, de la Serbie, de la Bosnie, de la marqueterie albanaise (bien qu'elle distingue « *different routes toward imperial accommodation* » entre les Balkans, l'Anatolie occidentale et l'Anatolie centrale au XVIII^e siècle, pp. 243 et suiv.). Une autre sociologie historique de l'Empire ottoman reste peut-être à écrire : celle qui ne partirait ni du centre ni de l'interaction de celui-ci avec ses périphéries (ou réciproquement), mais qui se focaliserait sur les durées propres, au sens braudélien du terme, des provinces, durées et historicité que n'absorbe pas complètement le « moment », ou plutôt la période, de l'*imperium*. On reconnaît là une problématique que Romain Bertrand ou moi-même avons développée à propos des empires coloniaux¹³. Celle-ci pourrait, me semble-t-il, être utilement reprise au sujet de l'Empire ottoman, qui n'a jamais constitué un système économique, commercial et monétaire intégré, qui était en la matière aussi pragmatique et aussi peu interventionniste que le fut Byzance (p. 97), et dont la souveraineté sur ses différentes possessions était à géométrie variable, d'autant qu'il a dû concéder à certaines de ses provinces une marge croissante d'autonomie, ou à des empires rivaux un droit de regard, voire d'occupation, sur une partie de ses « domaines protégés ».

¹³ R. Bertrand, « Politiques du moment colonial. Historicités indigènes et rapports vernaculaires au politique en "situation coloniale" », *Questions de recherche*, 26, octobre 2008 et « Les sciences sociales et le "moment colonial"... », art. cité, ainsi que *Etat colonial, noblesse et nationalisme à Java. La Tradition parfaite*, Paris, Karthala, 2005 ; J.-F. Bayart, *L'Etat au Cameroun*, Paris, Presses de la Fondation nationale des sciences politiques, 1979, ainsi que *L'Etat en Afrique. La politique du ventre*, Paris, Fayard, 1989 (2006 pour la nouvelle édition augmentée) et *Le Gouvernement du monde*, *op. cit.*

De même, il n'est pas sûr que « *persecution resulted from an inability to include, incorporate, and make relations and groups legible for the central authorities* » (p. 155). Le jeu entre la coercition et l'hégémonie, entre la force (*Macht*) et la domination (*Herrschaft*) n'est pas nécessairement à somme nulle. Il ne faut pas s'interdire de se demander si la violence physique, les déportations, les supplices, les massacres n'ont pas été parfois des véhicules de la légitimité, plutôt que l'aveu des limites de cette dernière¹⁴. Sous cet éclairage, l'extraordinaire longévité de l'Empire ottoman provient sans doute de sa non gestion de la diversité autant que de son habileté à négocier avec elle, mais aussi de son inflexibilité autant que de sa flexibilité. Pareillement, le passage de l'empire à l'Etat-nation, s'il ne s'apparente naturellement pas à la résurgence de nations éternelles se libérant enfin du joug ottoman, comme le voudrait l'historiographie nationaliste arabe ou balkanique, provient peu ou prou de l'irréductibilité de l'historicité des provinces que les sultans avaient entérinée, par intelligence et impuissance, en tant que virtuoses de la politique, cet art du possible.

En bref, la focale qu'a choisie Karen Barkey ne permet pas de comprendre complètement la concaténation de l'empire à la nation, et notamment la relation synergique entre la globalisation et l'Etat-nation au XIX^e-XX^e siècle et le rôle d'incubateur de l'Etat-nation que tient l'empire, dans sa version coloniale comme dans ses configurations classiques, ottomane, mais aussi habsbourgeoise ou russo-soviétique. L'idée de nation a été contingente et souvent postérieure à l'éclatement du cadre impérial¹⁵. On ne le répétera jamais suffisamment : l'Etat-nation est né de l'empire, non de la nation, et la plupart du temps ce bâtard n'a pas été désiré, sinon par quelques pervers, tels que ceux du « banditisme politique » de la Macédoine ou, sur le tard, ceux du comité Union et Progrès¹⁶. De ce point de vue, l'explication structurale de l'auteur, pour intéressante qu'elle soit si l'on veut comprendre l'évolution endogène de l'Empire ottoman du XIV^e au XIX^e siècle, n'apporte pas de réponse suffisante.

Est-on d'ailleurs bien sûr que l'Empire ottoman cesse d'être un empire à la fin du XVIII^e siècle, comme il est écrit (p. 263) ? Il s'essaye plutôt à d'autres types de domination impériale, dont le modèle colonial, qu'il explore confusément à partir du milieu du XIX^e siècle, notamment en Irak, au Soudan, en Libye, dès lors que ce dernier appartient au kit de la modernité politique et « civilisationnelle » européenne. Il expérimente surtout une nouvelle

¹⁴ J.-F. Bayart, « Hégémonie et coercition en Afrique subsaharienne. La "politique de la chicotte" », *Politique africaine*, 110, juin 2008, pp. 123-152.

¹⁵ Pour la critique de l'anachronisme de la lecture nationaliste de la chute de l'Empire ottoman, voir par exemple N. Clayer, *Aux origines du nationalisme albanais. La naissance d'une nation majoritairement musulmane en Europe*, Paris, Karthala, 2007, et H. Kayali, *Arabs and Young Turks. Ottomanism, Arabism and Islamism in the Ottoman Empire, 1908-1918*, Berkeley, University of California Press, 1997.

¹⁶ Voir notamment les livraisons du *European Journal of Turkish Studies*, en 2008 et 2009, sur l'« ingénierie démographique » en Turquie et dans les Balkans.

forme d'universalisme, entre bureaucratie, citoyenneté et constitutionnalisme, dont le courant des Jeunes Ottomans et les protagonistes de la Révolution de 1908 seront les hérauts. Parallèlement, Abdülhamid II prend acte du glissement démographique qu'entraînent la perte des provinces balkaniques et l'afflux de réfugiés ou de déplacés musulmans en Anatolie, et il met l'accent sur la légitimité islamique qui s'était imposée à partir du XVI^e siècle en donnant au califat une nouvelle portée idéologique et internationale. Ce faisant, l'Empire se reproduit sur plus d'un siècle supplémentaire, que Karen Barkey a un peu tendance à reconstituer de manière téléologique comme un prélude à l'effondrement final, alors qu'elle a auparavant pris soin de se distancier de la thématique du « déclin » en ce qui concerne les siècles précédents. Répétons-le, l'Empire ottoman, l'« homme malade » de l'Europe, n'est pas mort de sa maladie, notamment fiscale, mais d'un accident exogène : la défaite militaire, et celle de ses alliés. La comparaison avec la fin des empires coloniaux ouest-européens eût été ici utile, qui eux se sont bel et bien délités par épuisement de leur libido fiscale, incapacité financière d'universaliser la citoyenneté dans le cadre keynésien du Welfare State et refus d'accepter les conséquences électorales de la suprématie démographique de l'outre-mer¹⁷.

L'une des contributions les plus intéressantes de l'ouvrage, dans la perspective de la sociologie historique comparée du politique, tient à son analyse d'un « long XVIII^e siècle », dont l'auteur rappelle qu'il a longtemps été négligé par les historiens (p. 197) et qu'il illustre la capacité d'adaptation de l'Empire, comme « signe de flexibilité et de pragmatisme » (p. 194), plutôt que son prétendu déclin. Dans les chapitres 6 et 7, l'auteur rappelle tout d'abord que ce siècle – comme celui qui le suivra – a été dominé par le spectre de la menace militaire russe. A ses yeux, le rapport entre l'état de guerre et le « déclin » – dans le récit-type des historiens de la période – est patent (p. 202). Mais l'histoire de l'Empire ne s'y résume pas, même si ce fut dans ce contexte que l'Empire connut des transformations socio-économiques dont il faut cesser de sous-estimer l'importance et qui ne se ramènent pas à la problématique classique de sa « décentralisation », pensée comme un jeu à somme nulle avec la « centralisation » de l'Etat (p. 227). Pour Karen Barkey, le coût financier et social de la guerre, les réformes fiscales des années 1690 et l'intensification des relations de marché qu'elles ont rendu possible, l'augmentation du commerce avec l'Europe de l'Ouest, l'enrichissement, voire l'autonomisation des élites provinciales que ces évolutions ont engendrés, l'émergence de « régimes de gouvernance régionale » au bénéfice de dynasties notabiliaires pratiquant un chevauchement systématique des positions d'influence politique, de responsabilité administrative et d'accumulation économique, l'affirmation des commerçants grecs, arméniens et juifs aux

¹⁷ F. Cooper, *Decolonization and African Society. The Labor Question in French and British Africa*, Cambridge, Cambridge University Press, 1996.

dépens de leurs concurrents musulmans ont progressivement bouleversé le mode de contrôle de l'Etat par segmentation et intégration verticale qui, on l'a vu, est à ses yeux consubstantiel à la forme de l'empire, ont conduit à l'affirmation de relations horizontales entre les provinces et les forces sociales, et ont favorisé l'émergence d'une sphère politique. L'auteur retrace trois étapes de ce processus, dont les deux premières lui paraissent anticiper les révolutions de 1848 en Europe occidentale et centrale (p. 201) : la révolte d'Edirne en 1703, qui signale la mobilisation de plusieurs groupes sociaux dans le cadre d'une action collective ; la révolte de Patrona Halil en 1730, qui marque l'intervention de la foule dans la déposition d'un sultan ; le coup d'Etat de 1808, qui voit l'irruption de la province sur la scène istanbulite. On peut contester l'interprétation des conséquences de ces mutations sur le caractère impérial de la domination ottomane que propose Karen Barkey, à l'aune de son modèle structural de l'empire. Il n'empêche qu'elle resitue l'historicité propre de cette trajectoire du politique dans l'histoire générale de l'Etat en Europe de manière particulièrement utile.

Un autre intérêt de l'ouvrage, toujours du point de vue de la sociologie historique comparée du politique, est de reprendre les travaux consacrés au premier siècle de la dynastie ottomane – en particulier le livre de Cemal Kafadar (*Between Two Worlds : the Construction of the Ottoman State*, Berkeley, University of California Press, 1995) – et de rappeler que l'Empire est né de la frontière, d'une double « rencontre » avec le christianisme et l'islam, et dans un rapport de concaténation avec l'Empire seldjoukide et l'Empire byzantin. Ni le facteur ethnique – « turc » – ni le facteur islamique n'aident à en rendre compte (pp. 59 et 104-105), même si la dynastie est issue de l'aristocratie turcomane anatolienne et compose avec elle pour la Conquête avant de la réprimer (pp. 78 et suiv. et 87), et si elle s'appuie de plus en plus sur l'islam sunnite orthodoxe, à des fins administratives plutôt que religieuses (pp. 63 et 106-107), notamment par le biais des *kadi* et en faisant monter une nouvelle élite musulmane formée dans les *medrese*, au détriment relatif des élites byzantines cooptées après la prise de Constantinople (pp. 75-76 et 103 et suiv.). Il est notamment remarquable que Selim I^{er} n'utilisera guère le titre de Calife que lui vaut la conquête des Lieux saints en 1517 (comme on le sait, Abdülhamid II l'invoquera beaucoup plus tard pour reconfigurer la légitimité impériale en tenant compte de la modification démographique de son assise religieuse et pour mener une diplomatie d'influence dans le monde musulman, avec un succès très relatif, ainsi que le montrera le flop du *djihad* en Afrique de l'Ouest pendant la Première Guerre mondiale).

L'ascension de l'Empire ottoman n'a été d'ordre ni ethnique ni religieux. Elle a été politique. Elle a en partie reposé sur une alliance turcomano-grecque contre leurs ennemis respectifs, les catholiques pour les Grecs, les Mongols pour les Turcomans, et sur la synergie entre la formation de l'Etat et le commerce intercontinental qu'a permis d'amplifier la prise de Bursa, avant même celle de Constantinople (pp. 40-41). Elle a puisé sa légitimité dans une logique dynastique, à l'instar des Habsbourg et au contraire de la logique plus impériale de Rome et de Byzance (p. 100), et elle s'est néanmoins réclamée de l'héritage de Rome (p. 69). Aux antipodes de la chrétienté latine, son moteur a été celui de l'hybridation, qu'incarnait la dynastie elle-même, à la confluence de trois familles, dont deux d'origine chrétienne, converties à l'islam (pp. 45 et suiv.) – « *The formation of Ottoman power then was the result of brokerage across boundaries, especially religious ones* » (p. 55) –, étant entendu que la transgression ou la renégociation permanentes des frontières sont indissociables de leur établissement (pp. 53 et 58 et suiv.). Ce n'est qu'à partir du XVI^e siècle, nous l'avons vu, que cet esprit impérial volontiers syncrétique a fait place à sa confessionnalisation croissante et inégalitaire au profit de l'orthodoxie et du « scripturalisme » sunnites, et aux dépens principaux de l'hétérodoxie islamique anatolienne. Ici, une comparaison avec l'écrasement des Kizilbaş par les Safavides convertis à l'orthodoxie chiite, au XVI^e siècle, eût été intéressante et eût posé la question de l'« interconnexion », au sens où en parlent Sanjay Subrahnamian et Serge Gruzinski, du monde ottoman avec les autres espaces dynastiques contemporains¹⁸. Par ailleurs, la prise en considération du *Sérail ébranlé* de Nicolas Vatin et Gilles Veinstein eût permis de rappeler que l'islamisation du répertoire de légitimation impériale s'est accompagnée de la désacralisation de la personne du sultan, en théorie soumis à la primauté des *ulema*, et n'a pas pour autant évacué l'imaginaire rituel d'origine turcomane.

En définitive, la synthèse de Karen Barkey confirme l'intérêt de reprendre à intervalles réguliers, et à nouveaux frais, les recherches historiennes pour continuer d'affiner la sociologie politique comparée de l'Etat. Pendant près de six siècles, l'Empire ottoman a été la matrice d'une large part du monde méditerranéen, balkanique et proche-oriental. En bons webériens, nous n'en avons pas fini avec son « legs¹⁹ », et l'image d'Epinal que nous nous en faisons ne

¹⁸ Voir notamment S. Subrahmanyam, *Explorations in Connected History. From the Tagus to the Ganges*, Oxford, Oxford University Press, 2005, chapitre 5.

¹⁹ Voir S. Kalberg, *La Sociologie historique comparative de Max Weber*, Paris, La Découverte, Mauss, 2002, en particulier pp. 206-248. L'auteur remarque que Weber ne propose aucun exposé systématique des deux concepts de « legs » et de « conditions antécédentes », néanmoins récurrents dans ses textes. Les traductions des concepts allemands désignant les « conditions antécédentes » (*Voraussetzung*), les « précédents » (*Vorbedingung*) ou les « précurseurs » (*Vorläufer*) par « conditions préalables », « réquisits » ou « prérequis » sont impropres puisqu'elles supposent un lien de cause à effet et une détermination en éludant la part de la contingence (*ibid*, p. 216, note 31.) Sur le caractère « paradoxal » des « legs » chez Max Weber, voir son commentaire par E. Troelstch,

nous aide pas à comprendre les enjeux du présent. Quelles que soient les réserves que l'on peut nourrir à l'encontre des explications structurales de la sociologie historique du politique telle qu'elle se pratique actuellement outre-Atlantique, au regard de la démarche des historiens de l'« Empire gréco-romain » ou des « connexions » de l'Age mercantiliste, cette contribution est stimulante et renouvelle aussi bien notre connaissance que notre réflexion comparative.

Jean-François Bayart

Protestantisme et modernité, Paris, Gallimard, 1991. Pour une application au « legs colonial », voir J.-F. Bayart et R. Bertrand, « De quels legs colonial parle-t-on ? », art. cité.